



**« La société civile africaine se mobilise pour  
renforcer le rôle des acteurs non-étatiques dans  
l'opérationnalisation de l'accord de Paris »**

**Rapport d'activité 2017**

## Le Réseau Climat & Développement (RC&D)

Le RC&D rassemble plus de 70 associations francophones, très majoritairement africaines, qui portent des projets de terrain et de plaidoyer sur les changements climatiques. C'est le plus grand réseau rassemblant les ONG francophones sur les enjeux de climat et de développement. Créé en 2007 pour renforcer la voix francophone et la prise en compte des priorités des communautés locales dans les négociations internationales sur le climat, il est co-piloté par ENDA Energie (Sénégal) et le Réseau Action Climat (RAC-F). Il est doté depuis 2011 d'un coordonnateur basé au Togo et depuis 2016 d'une coordinatrice assistante basée au Ghana.

## Le RC&D se mobilise en 2017

Deux ans après l'adoption de l'accord de Paris sur le climat, 2017 a été déclarée par la communauté scientifique comme l'une des années les plus chaudes depuis le début des relevés météorologiques. Au vu de l'urgence climatique qu'impulse l'élévation rapide des températures mondiales, des conséquences sur les modes de vie des communautés vulnérables particulièrement en Afrique, le Réseau Climat & Développement s'est mobilisé pour davantage renforcer le rôle des acteurs non étatiques dans l'opérationnalisation des mécanismes et procédures issus de l'accord de Paris.

Cet engagement a été possible avec le soutien des partenaires techniques et financiers du RC&D à qui la coordination du réseau tient à adresser ses remerciements pour la confiance et le soutien qu'ils ont accordé à notre organisation.

Sans eux rien de tout ce qui a été fait en 2017 n'aurait été possible.



## Sommaire

<b>Présentation du Réseau Climat &amp; Développement</b> .....	<b>1</b>
Liste des sigles et acronymes utilisés .....	3
<b>Nos activités</b>	
1. Un processus d'autonomisation enclenché et en phase d'achèvement .....	4
2. Des Campagnes nationales de plaidoyer pour renforcer les CDN (contributions nationales) ainsi que leur cadre de mise en œuvre .....	4
○ <i>Une campagne de plaidoyer portant sur le renforcement des capacités des collectivités territoriales dans la mise en œuvre des CDN du Togo</i> .....	4
○ <i>Appui au renforcement des CDN et PNA au Bénin, Togo et Côte d'Ivoire</i> .....	7
3. Le 11 <sup>e</sup> atelier annuel avec les associations membres du RC&D à Abidjan .....	8
4. Réalisation d'une publication qui articule les priorités de la société civile africaine .....	9
5. Structuration de plateformes nationales Réseau Climat & Développement .....	10
6. Participation de la société civile africaine francophone à la COP23 .....	12
<b>COMMUNICATION &amp; VISIBILITE</b> .....	<b>13</b>

### **Liste des sigles et acronymes**

**RC&D** : Réseau Climat & Développement

**PRC&D** : Plateforme Réseau Climat & Développement

**GTA** : Groupe de Travail Autonomisation

**CPDN** : Contribution Prévues Déterminées au niveau National

**CDN** : Contribution Déterminée au niveau National

**GES** : Gaz à effet de Serre

**OSC** : Organisation de la Société Civile

**ANE** : Acteurs non-étatiques

**CCAACC** : Cadre de Concertation des Acteurs intervenant dans l'Adaptation aux Changements Climatiques

**PDC** : Plan de Développement Communal

**PNA** : Plan National d'Adaptation

**ASEDI** : Actions des Scientifiques Environnementalistes pour un Développement Intégré

**AFHON** : Actions en Faveur de l'Homme et de la Nature

**JVE** : Jeunes Volontaires pour l'Environnement

## Nos activités en 2017

### 1. Un processus d'autonomisation enclenché et en phase d'achèvement

Depuis 2016, le RC&D a amorcé un processus d'autonomisation qui vise à terme son indépendance administrative et financière mais également à le doter d'une existence juridique propre. La montée en puissance du RC&D ces dernières années, l'élargissement substantielle de sa base d'adhésion et son expertise sur les politiques climat, a suscité des réflexions dès 2015 pour une gestion plus autonome et innovante du réseau. En 2016 à Casablanca, un groupe de travail autonomisation, constitué uniquement par des membres volontaires du RC&D a été mis en place afin d'orienter les discussions, de faire des propositions et de contribuer à la rédaction des statuts ainsi qu'à la formalisation de la gouvernance du RC&D. Plusieurs consultations avec le groupe de travail autonomisation ont eu lieu durant l'année 2017. La plupart se sont déroulées via internet (appel Skype) et une rencontre physique a eu lieu à l'occasion du 11e atelier annuel du RC&D à Abidjan en mai 2017.

Une journée de travail a été consacrée à l'autonomisation et une session a permis de présenter le draft 1 des statuts aux membres du Réseau Climat & Développement. Une version finale des futurs statuts est en cours de validation et sera soumis pour une large consultation auprès des membres du réseau via la liste de diffusion « Franclimat ». 2018 marquera à n'en point douter une ère nouvelle pour le RC&D et ses membres. L'autonomisation constitue non seulement une opportunité de renforcer la légitimité et la visibilité du réseau mais également d'ancrer davantage la vision et les valeurs du RC&D au niveau local pour une meilleure prise en compte des besoins des plus vulnérables et pour un développement sobre en carbone et résilient en Afrique.

### 2. Des Campagnes nationales de plaidoyer pour renforcer les CDN (Contributions Déterminées nationales) ainsi que leur cadre de mise en œuvre

Afin de renforcer le cadre de mise en œuvre de l'accord de Paris dans les pays africains francophones et de garantir la participation pleine et inclusive des acteurs non-étatiques, le RC&D a soutenu la mise en œuvre de deux (02) campagnes de plaidoyer. Les ONG bénéficiant du soutien financier du RC&D ont été accompagnées par le secrétariat du RC&D et ENDA ENERGIE sur la définition de leur stratégie (objectifs, cibles, activités) et l'avancement de leurs activités.



## Une campagne de plaidoyer portant sur le renforcement des capacités des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de la CDN du Togo

Au Togo, la volonté de respecter les engagements internationaux pris par l'Etat en matière de



Photo de famille de l'atelier de Lomé (13 octobre 2017)

lutte contre les changements climatiques s'est traduite en juin 2017 par la ratification de la CPDN, la transformant automatiquement en CDN<sup>1</sup>. L'élaboration de la CDN du Togo, à l'instar de plusieurs pays africains, s'est fait dans la précipitation. Si bien que les collectivités territoriales togolaises n'ont pu être suffisamment impliquées, alors qu'elles sont les plus vulnérables et directement exposées aux risques climatiques d'une part, et participent aux

émissions nationales de Gaz à Effet de Serre d'autre part.

La coalition formée par les ONG ASEDI, AFHON Togo et JVE Togo, membres du Réseau Climat & Développement a mené une série d'ateliers de formation avec pour objectifs :

- D'amener les décideurs locaux togolais à s'appropriier la CDN et l'accord de Paris, et à définir le rôle qu'ils auront à jouer dans leur mise en œuvre ;
- D'amener les collectivités territoriales togolaises à intégrer la CDN dans leur plan climat énergie locaux et dans leur Plan de Développement Communal (PDC) ;
- D'outiller les collectivités territoriales dans la mobilisation des financements climats.

### ✓ Atelier de Lomé



Les représentants des collectivités territoriales à l'atelier de formation à Lomé

<sup>1</sup> [1/CP.21 PAR2 https://unfccc.int/files/essential\\_background/convention/application/pdf/french\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf)

Un premier atelier de formation sous le thème : « **Défis et enjeux de la mise en œuvre de la CDN du Togo. Quels rôles des collectivités territoriales ?** » s'est tenu à Lomé le 13 octobre 2017. Cet atelier destiné au renforcement des capacités des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de la CDN du Togo a rassemblé environ une cinquantaine de participants dont vingt-huit (28) représentants des collectivités territoriales majoritairement de la région

maritime, six(06) ONG qui travaillent dans les domaines des changements climatiques et du développement durable, des représentants des institutions étatiques (ministère de l'environnement, Agence Nationale de la Gestion de l'Environnement), un représentant de l'Union des Communes du Togo (UCT) et les médias publics et privés.

### ✓ Atelier d'Atakpamé

Un second atelier de formation des représentants des collectivités territoriales sur les CDN du Togo a également eu lieu dans la ville d'Atakpamé (158Km de Lomé). Placé sous le thème « **Défis et enjeux de la mise œuvre de la CDN. Quels rôles des collectivités territoriales ?**», cet atelier a mobilisé environ une quarantaine de personnes dont les ONG organisatrices (AFHON TOGO, JVE TOGO et ASEDI), des membres de la Direction Régionale de l'Environnement et des Ressources Forestières et plus d'une trentaine de représentants des collectivités territoriales majoritairement de la région des plateaux.



Les représentants des collectivités territoriales en pleine formation pendant l'atelier d'Atakpamé (Togo)

Les campagnes de plaidoyer au Togo ont bénéficié d'une très large couverture dans les médias locaux et nationaux.

Retrouvez des articles en ligne sur les sites internet du [Télégramme 228](#) et de [TELLMEMORE TV](#)

## Appui au renforcement des CDN et PNA au Bénin, Togo et Côte d'Ivoire

Pour le RC&D, au-delà des négociations internationales, il est crucial d'engager un profond travail d'analyse des CDN et PNA au niveau de chaque pays, pour s'assurer de leur cohérence avec les objectifs de l'accord de Paris. L'objectifs des campagnes de plaidoyer organisées dans les trois (03) pays (Benin, Côte-d'Ivoire et Togo) par le Global Power Shift était entre autres de fédérer les efforts des organisations de la société civile au niveau sous régional afin d'accompagner les décideurs africains dans la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) tout en assurant la transition vers un développement résilient et sobre en carbone.

A l'issue de la campagne qui a permis de créer une synergie d'action entre la société civile des trois pays et d'élaborer une stratégie sous régionale commune de plaidoyer, trois études pays portant sur l'analyse du processus d'élaboration et le cadre de mise en œuvre et de suivi des CDN au Bénin, Côte d'Ivoire et Togo ont également été élaborées. Ces études assorties de recommandations fortes à l'attention des décideurs et des OSC relèvent à juste titre le manque d'implication des ONG dans les différents processus d'élaboration, ainsi que la très faible intégration des droits humains et du genre dans les CDN et PNA des pays.

Plusieurs ateliers et rencontres ont permis d'aboutir à ces résultats. Dans les trois pays les mêmes méthodologies participatives ont été adoptées. :

- Des Réunions de cadrage avec l'équipe du projet PAS-PNA
- Des réunions périodiques de suivi et de concertations avec la coordination du RC&D
- Des ateliers de concertation et de validation multi-acteurs
- Une visibilité accrue à travers les médias (presse écrite, radios communautaires, média online...)



Atelier de validation de l'étude de la CDN au Togo



Atelier de validation de l'étude sur la CDN de la Côte-d'Ivoire

Article de presse du magazine en ligne [AFRIQUE RÉVÉLATION](#) sur la campagne de plaidoyer.



### 3. Le 11<sup>e</sup> atelier annuel avec les associations membres du RC&D à Abidjan

Du 22 au 26 mai 2017, s'est tenu à l'hôtel Belle Côte à Abidjan, Côte d'Ivoire, le 11<sup>ème</sup> atelier annuel du Réseau Climat & Développement (RC&D) sous le thème : « **Renforcer le rôle des acteurs non-étatiques dans l'opérationnalisation de l'accord de Paris** », cet atelier a réuni une cinquantaine de participants représentant les organisations membres du RC&D, des personnes ressources et des partenaires, venus de 18 pays francophones essentiellement africains et qui représentaient les organisations membres du RC&D : **Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo Brazzaville, Côte d'Ivoire, Djibouti, France, Ile Maurice, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, République Démocratique du Congo, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo.**

Durant cinq jours, les participants ont fait un état des lieux de l'implication des acteurs non-étatiques au niveau international, national et local dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de Paris. Ils ont également partagé des expériences sur les barrières et les leviers à l'inclusion des acteurs non-étatiques dans les processus climatiques en cours dans leurs différents pays et au niveau international. A l'issue des communications, des débats et des travaux en groupes, les membres du RC&D ont formulé des recommandations à l'endroit des négociateurs internationaux, des partenaires techniques et financiers, des gouvernements, des parlementaires, des acteurs politiques locaux et des organisations de la société civile pour une meilleure implication des acteurs non-étatiques dans la mise en œuvre de l'accord de Paris.

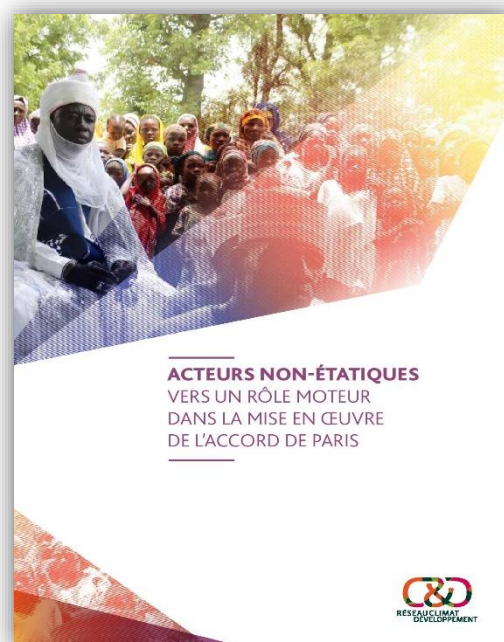
Retrouvez le [Rapport de l'atelier 2017](#) sur le [site internet](#) du RC&D ainsi que [toutes les communications](#) des intervenants.



Quelques images de l'atelier. De gauche à droite a) Visite de terrain au village d'Azurreti impacté par l'érosion côtière b) Photo de famille lors de la cérémonie d'ouverture c) une séance de travail en plénière pendant l'atelier.

#### 4. Réalisation d'une publication qui articule les priorités de la société civile africaine

Sur la base des travaux de l'atelier, une publication qui reprend les préoccupations et priorités de la société civile africaine francophone a été conçue. Cette publication Co-construite avec les membres du RC&D reprend et fixe les recommandations politiques issues des réflexions de l'atelier et publiées dans la [déclaration d'Abidjan](#). Intitulé, [Acteurs non-étatiques : vers un rôle moteur dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris](#), la publication met en exergue le rôle primordiale des acteurs non-étatiques dans la mise en œuvre de la CDN au niveau local/national. Elle propose d'une part une analyse approfondie des acteurs non-étatiques et de leur rôle catalyseur pour une action climatique efficace et équitable au niveau local. D'autre part, la publication présente des bonnes pratiques de terrain qui valorisent l'implication des acteurs non-étatiques dans les différents processus climat dans 3 pays africains francophones à savoir le Benin, le Togo et le Maroc, tout en favorisant leur reproductibilité dans d'autres pays et à différentes échelles. Enfin, elle met en avant quelques recommandations fortes de l'atelier qui permettront si elles sont effectivement prises en compte par les parties prenantes de garantir l'inclusion des acteurs non-étatiques dans les processus issus de l'accord de Paris. La publication a été très largement diffusée, en version numérique et papier (1200 en français et 200 en anglais) dans les pays membres du RC&D ainsi qu'à la COP23 – au cours de rendez-vous de plaidoyer, aux pavillons des partenaires tels que l'IFDD, Energies 2050. Elle a également été distribuée aux stands d'ENDA Energie, JVE International et lors de différents évènements parallèles.



#### 5. Structuration de plateformes nationales Réseau Climat & Développement

Depuis 2016, le RC&D a mené des réflexions sur l'opérationnalisation de l'accord de Paris dans les pays africains et s'est particulièrement interrogé sur le rôle que les acteurs non-étatiques ont à jouer pour parvenir à une mise en œuvre juste et ambitieuse de l'accord de Paris ; qui répond au double défi d'un développement sobre en carbone et résilient aux changements climatiques et à la lutte contre la pauvreté.

Egalement ancré dans son processus d'autonomisation, qui vise à renforcer l'action et la visibilité du RC&D au niveau régional et national, des plateformes nationales RC&D ont été mises en place au Mali, au Niger et au Togo. Le RC&D ambitionne ainsi de mettre en place des plateformes nationales dans tous ses pays membres.

### ✓ Au Mali

Officiellement lancé le 20 Octobre 2017 à Bamako, dans la salle de conférence de la Maison de partenariat Anger, l'atelier de mise en place de la plate-forme du Réseau Climat et Développement Mali a enregistré la présence de plusieurs organisations de la société civile, les services techniques, les partenaires techniques et financiers et la presse. La plateforme RC&D Mali est composée de 15 organisations locales. A



l'issue des activités menées par la plateforme RC&D Mali durant l'année écoulée, une charte qui a comme objectif de renforcer les capacités des membres par l'animation, la coordination d'un système d'échanges, la capitalisation des acquis et la mutualisation des ressources humaines, matérielles et documentaires a été élaborée. Un plan d'action annuel 2017-2018 a également été conçu et fixe la stratégie d'action des membres du RC&D Mali.

#### Listes des associations membres de la Plateforme RC&D Mali

1. Association Malienne pour le Développement, la Protection de l'Environnement et la Lutte contre la Désertification (**AMADE-PELCODE**) 2. Association de Formation et d'Appui au Développement (**AFAD**) 3. Association de Soutien aux Initiatives Communautaires (**ASIC**) 4. **CETSA** 5. Groupe de Recherches et d'Applications Techniques (**GRAT**) 6. Mali folk center (**MFC**) 7. **Musonet** 8. Jeunes Volontaires pour l'Environnement Mali (**JVE**) 9. **Climates-Mali** 10. Action pour le Développement et Contre la Pauvreté au Sahel (**ADCOPS**) 11. Réseau des femmes pour les droits environnementaux (**REFEDE**) 12. Secrétariat de Concertation des ONG nationales du Mali (**SECO ONG**) 13. Fédération Nationale des Collectifs Féminines du Mali (**FENACOF-Mali**) 14. Association pour l'aide aux femmes en Détresse et aux enfants (**ASSAFEDE**) 15. Union Nationale des Sociétés Coopératives des Femmes Agricultrices du Mali (**UNSCOP-FAMA**)

## ✓ Au Niger

Il s'est agi de soutenir la plateforme RC&D Niger pour la participation de la société civile à la 8<sup>e</sup> rencontre du cadre de concertation des acteurs intervenants dans l'adaptation au changement climatique au Niger (CCAACC). Cette rencontre s'est tenue du 28 au 30 novembre 2017 à Maradi (capitale économique du pays).



Cette huitième rencontre du CCAACC a servi de cadre d'échanges sur de très bonnes pratiques d'adaptation aux changements climatiques portées par les membres et leurs partenaires. Des visites de terrains ont également permis aux participants d'aller apprécier les initiatives mises en œuvre par les acteurs locaux et les communautés:

- le centre du paysan dont la vocation est de renforcer les capacités des paysans en matière de production agricole, activités génératrices de revenus, etc. ;
- les espaces agro pastoraux récupérés et ensemencés, et qui sont directement gérés par les communautés elles-mêmes.
- l'arboretum de l'institut national de recherche agronomique du Niger (INRAN) qui procède en ce moment à la sélection et la préservation de variétés en voie de disparition et leur multiplication.

Plusieurs communications ont été faites par les membres du CCAACC portant sur les thèmes suivants :

- Utilisation des informations agro météorologiques ;
- Diversification des moyens de subsistance ;
- Prise en compte de l'adaptation dans les planifications locales ;
- Suivi et évaluation dans les projets d'adaptation ;
- Plaidoyer et communication.

La 8<sup>e</sup> édition de la rencontre CCAACC 2017 du Niger a connu plusieurs innovations dont son ouverture au secteur privé avec notamment la participation de la Banque Agricole du Niger qui depuis la COP23, est accrédité en tant qu'entité nationale de mise en œuvre auprès du Fonds d'Adaptation.

## 6. Participation de la société civile africaine francophone à la COP23

Les membres du RC&D étaient présents à la COP23 tenue à Bonn sous la présidence des Iles Fidji. Environ une quinzaine de membres ont pris une part active aux négociations avec un soutien à la participation de cinq (05) membres par le RC&D. En plus de leurs activités de plaidoyer, les membres ont participé à plusieurs événements parallèles en zone Bula (zone non officielle) et en dehors du centre de conférence.

Le RC&D a organisé trois (03) événements parallèles autour de la thématique de l'inclusion des acteurs non-étatiques dans la mise en œuvre de l'accord de Paris. Ces événements parallèles ont tour à tour eu lieu au pavillon de l'IFDD et au pavillon de l'association Energies 2050 également membre du RC&D.



Side event du RC&D au pavillon de la francophonie/IFDD



Side event RC&D au pavillon Energie 2050

### ✓ De nombreux rendez-vous de plaidoyer avec les décideurs africains pendant la COP23

A l'instar des années précédentes, le RC&D reste très actif dans l'enceinte des négociations sur le climat. Pendant deux semaines très intenses, les membres du RC&D rencontrent les délégations africaines afin de faire un plaidoyer pour la prise en compte des recommandations formulées par les associations africaines. L'enjeu est de renforcer les capacités des délégations africaines, d'affiner les positions communes et d'influencer les décisions pendant les négociations. Pendant la COP23, les membres du RC&D ont pu effectuer une dizaine de rendez-vous aussi bien avec les délégations officielles des pays qu'avec certains responsables territoriaux (maires, députés, etc.).



Rendez-vous de plaidoyer avec le ministre de l'environnement du Togo



Rendez-vous de plaidoyer avec le président du Groupe Africain des Négociateurs (AGN)



Les membres du RC&D avec Mme la Directrice de Cabinet du ministère de l'environnement du Benin

## ✓ COMMUNICATION & VISIBILITE

Les différentes activités menées par le RC&D et ses membres ont bénéficié d'une grande visibilité dans les médias aussi bien nationaux qu'internationaux durant toute l'année. Plusieurs articles de presse ont mis en lumière le travail exceptionnel abattu par les organisations membres dans leur pays.

De plus, le RC&D est très présent sur les réseaux sociaux. Il est suivi par plus de 3500 personnes sur Facebook et Twitter. Son site internet est régulièrement mis à jour avec les actualités des membres. La liste de diffusion « Francimat » enregistre plus de 1600 échanges chaque année, ce qui fait d'elle un outil incontournable dans l'animation du RC&D.

Un [dossier de presse](#) et une [note de position](#) ont été réalisés en amont de la COP23 et diffusés auprès des médias présents. Les membres du RC&D ont donné plus d'une dizaine d'interviews dans la presse papier, en ligne et sur des radios telles que Deutsch Welle Radio.